

Favorables à l’initiative pour une alimentation sûre, des agriculteurs et agricultrices suisses racontent leur choix de tourner le dos à l’élevage au profit du végétal. Une «transFARMation»

LA FERME RÉINVENTÉE



SOPHIE GREMAUD

Agriculture ► Dans la campagne saint-galloise, Josef et Britney paissent dans les prés tandis que Kasimir et Goldmarie se prélassent au soleil. A la ferme de Stefan Krapf, les animaux n’ont rien à craindre: les vaches ne sont plus traitées ni abattues, les poules ne sont plus exploitées pour leurs œufs et les cochons, oies, autruches et kangourous «vivent simplement leur vie», sans compte à rebours jusqu’à l’abattoir. Stefan Krapf n’a pas attendu le verdict des urnes sur l’initiative pour une alimentation sûre pour tourner le dos à l’élevage et se réorienter vers une agriculture végétale. Une transition discrète en Romandie mais qui essaime depuis quelques années en Suisse alémanique (lire ci-dessous), et qui porte un nom: la transFARMation.

Nourrir les humains

Lorsqu’il succède à son père en 2013, Stefan Krapf est à la tête d’une exploitation laitière conventionnelle d’une vingtaine de vaches. Mais les revenus ne suivent pas. En 2017, face à la chute du prix du lait, il abandonne la production laitière au profit de l’élevage de bovins destinés à la viande biologique.

Jusqu’à l’arrivée de Henry. Ce jeune bœuf, avec lequel il tisse un lien particulier, ébranlera ses dernières certitudes. Lorsque l’heure de l’abattage approche, Stefan Krapf ne peut pas s’y résoudre. L’agriculteur entame alors une profonde transition. Les dix-sept vaches et bœufs qui vivent aujourd’hui sur l’exploitation y resteront jusqu’à leur mort naturelle. «L’argent que je gagnais autrefois grâce à la vente de viande, je le reçois aujourd’hui sous forme de parrainages», explique-t-il. Environ 70 parrains et marraines soutiennent l’un ou l’autre animal à hauteur de 20 à 250 francs par mois. A cela s’ajoutent les revenus générés par l’agrotourisme et les différentes cultures fruitières, céréalières et maraîchères. «Avant, toutes les surfaces servaient à produire du fourrage pour le cheptel. Aujourd’hui, je peux utiliser les prairies libérées pour y faire de l’agriculture directement destinée à la consommation humaine. Au final, je produis davantage pour nourrir les humains qu’auparavant.»

La transition opérée par Stefan Krapf n’aurait probablement pas pu se faire sans le précieux soutien de Hof Narr. Pionnière en la matière, cette



A la Naturhof Waltwil4, dans le canton de Berne, Fabienne Meier et son compagnon Thomas ont créé «un lieu où chaque vie compte, qu’il s’agisse des humains, des animaux ou de la nature». ANTOINE VULLIUD

ferme-sanctuaire située dans le canton de Zurich a accompagné 256 exploitations souhaitant sortir de la production animale depuis 2017.

«Ce sont toujours les agriculteurs qui viennent vers nous, jamais l’inverse», note Corina Epprecht, ingénieure de gestion et conseillère au sein du projet. Après un premier échange télépho-

nique, l’équipe se rend sur l’exploitation pour cerner les envies, les contraintes et le potentiel du domaine. «Nous essayons de penser le plus largement possible et d’imaginer avec eux leur ferme idéale.»

Les motivations varient d’une exploitation à l’autre. Une majorité remet en question la mise à mort des animaux, d’autres s’inquiètent de la rentabilité de

leur activité ou souhaitent réduire leur impact environnemental. «C’est presque toujours un mélange de plusieurs raisons», poursuit-elle. Une variété qui se retrouve également dans les chemins empruntés. Culture maraîchère ou céréalière, magasin à la ferme, sanctuaire pour animaux, tourisme: il n’existe pas de modèle unique.

LE PRINCIPAL ENJEU RÉSIDE DANS LA RÉPARTITION DES AIDES PUBLIQUES

Vous aurez beau chercher, vous ne trouverez pas. Ni planté dans les champs, ni cloué sur la porte de la grange, ici, pas de panneau dénonçant le «diktat vegan» de l’initiative pour une alimentation sûre. «J’ai reçu cette affiche, mais je ne l’ai évidemment pas affichée. Selon moi, c’est totalement faux de parler de diktat vegan. C’est un argument émotionnel destiné à faire peur», explique Stefan Krapf. Sur son exploitation flotte au contraire un drapeau en faveur de l’initiative.

Fort de son expérience, l’agriculteur de Bernhardzell (SG) estime qu’une transition vers une agriculture davantage tournée vers le végétal est nécessaire, et «tout à fait réaliste». «En l’espace de dix ans, j’ai complètement réorienté l’exploitation à deux reprises, sans soutien de la Confédération. Si l’initiative est acceptée, les agriculteurs qui souhaitent se réorienter bénéficieront d’un soutien financier. C’est une formidable opportunité, y compris pour les producteurs de lait. Car moins de producteurs, c’est aussi moins de lait sur le marché et donc, potentiellement, un meilleur prix du lait.»

Même son de cloche du côté d’Andreas Schärer, à Baden (AG), dont l’équipe participe activement à la campagne. Vidéos sur les réseaux sociaux, prises de position publiques et participation à des débats télévisés: l’exploitation assume ouvertement son engagement. Selon lui, le principal enjeu réside dans la répartition des aides publiques. «Aujourd’hui, une très grande partie des subventions agricoles bénéficie à la production animale. Si l’on veut encourager une agriculture plus végétale, il faut rééquilibrer ce soutien.» Andreas estime par ailleurs que la Suisse a les moyens de jouer un rôle pionnier. «Notre pays va bien. Nous avons la possibilité, et même une certaine responsabilité, d’être courageux et d’innover dans notre façon de produire notre alimentation», défend-il. A Wengi (BE), Fabienne Meier met également l’accent sur les incitations économiques. Selon elle, davantage d’exploitations franchiront le pas de l’agriculture végétale lorsque ce modèle offrira de réelles perspectives de revenu. «Les gens ne changent pas uniquement par idéalisme. Ils changent lorsque cela leur permet aussi de vivre de leur travail», soutient l’ex-éleveuse de poules pondeuses. **50G**

Pour Andreas Schärer, à Baden (AG), la motivation première était de «recréer un lien entre les hommes et leur alimentation». «Je me suis rendu compte que nous sommes complètement déconnectés de la manière dont les aliments sont produits», explique cet ancien entrepreneur ayant repris, en équipe, l’exploitation familiale de son épouse. Sur les 28 hectares du domaine, il développe aujourd’hui un projet inspiré de l’agriculture solidaire dans lequel consommateurs et producteurs financent et organisent ensemble la production de fruits, légumes et céréales destinés à l’alimentation humaine.

«Quand nous lui avons présenté notre vision, ma belle-mère avait plus de 70 ans et toute une vie d’agriculture conventionnelle derrière elle. Elle ne saisissait pas tout, mais elle avait compris une chose: le système d’hier devait évoluer. Elle a donc eu le courage de nous faire confiance», confie Andreas avec émotion.

Aucun regret

Car du courage, il en faut pour changer radicalement de cap. Au-delà du regard des autres, les agricultrices et les agriculteurs doivent souvent faire face à d’importants défis financiers. A Wengi (BE), Fabienne Meier en sait quelque chose. En 2022, elle et son compagnon Thomas décident d’offrir une retraite anticipée à leurs près de 2000 poules pondeuses. Epaulé par Hof Narr, le couple parvient à replacer environ 1500 poules auprès de particuliers et en conserve 250, qui ont coulé leurs vieux jours sur place. «Même dans un élevage bio, les animaux étaient stressés et nous devions faire de nombreux compromis», se souvient Fabienne Meier, qui avait également de plus en plus de peine à supporter le rituel annuel de l’abattage des volailles.

Mais la transition a un coût. «Nous avons perdu les revenus liés aux œufs, et dû imaginer de nouveaux débouchés, créer de nouvelles infrastructures et trouver de nouveaux clients», raconte-t-elle. Une question s’est rapidement imposée au couple: si les œufs ne sont plus au menu, que produire pour continuer à nourrir les gens? Leur réponse tient désormais sur les étagères de leur magasin à la ferme: un assortiment de produits – notamment du muesli et des pâtes artisanales – élaborés à partir de céréales anciennes. Si tout va bien, des légumes viendront compléter la gamme l’an prochain.

Depuis plusieurs années, le couple travaille davantage, pour gagner moins. «Malgré les difficultés, je ne regrette rien et ne reviendrai jamais en arrière. Aujourd’hui, je vis davantage en accord avec mes valeurs», conclut Fabienne. **I**

UNE DYNAMIQUE QUI BUTE SUR UN RÖSTIGRABEN

A la différence de la Suisse alémanique, rares sont les exploitations romandes qui ont franchi le pas consistant à tourner le dos à l’élevage.

Si les exploitations ayant tourné le dos à l’élevage sont de plus en plus visibles outre-Sarine, la démarche reste encore marginale en Suisse romande.

Un nom revient toutefois régulièrement lorsqu’il est question de transition vers une agriculture végétale: celui de Cathy et Bruno Graf, à Combremont-le-Grand, dans la Broye vaudoise. Le couple a repris la ferme familiale et travaille en bio et sans bétail depuis 2014. Depuis deux ans, l’exploitation est également certifiée biovégane. Un label qui implique non seulement l’absence d’élevage, mais

aussi celle de tout produit d’origine animale utilisé comme intrant agricole: plus de purin ni de fumier, par exemple, remplacés par des fertilisants d’origine végétale. A la Ferme du Château poussent notamment du grand épeautre, du tournesol, du soja, du maïs, de la luzerne, des pois chiches ainsi que diverses cultures maraîchères.

Au-delà de cet exemple régulièrement cité, les exploitations romandes qui assument publiquement une telle démarche sont plus difficiles à identifier. Manque de visibilité, faible nombre d’exploitations ou discrétion des agriculteurs concernés? Difficile à dire. Une chose est sûre: lorsqu’on cherche des interlocuteurs romands, les acteurs du secteur se renvoient la balle.

Hof Narr, principal interlocuteur en Suisse alémanique, renvoie vers l’association romande Co&xister, et inversement. Sur le site internet dédié à la transFARMation en Suisse, la carte repérant les fermes ayant opéré une transition dessine un Röstigraben saisissant. Côté romand, elle reste désespérément vide.

«Les fermes de Suisse alémanique incarnent davantage cette transition», observe Virginia Markus, fondatrice de l’association Co&xister. «En Romandie, les éleveurs et éleveuses que j’ai accompagnés se sont surtout tournés vers d’autres métiers plutôt que de convertir leur ferme. J’ai davantage de cas de reconversion en cours en France.»

Comment expliquer ce décalage? Virginia Markus avance plusieurs pistes. «Mon hypothèse est que la Suisse alémanique travaille sur ces questions depuis une dizaine d’années. Hof Narr a débuté en 2017, alors qu’en Romandie, nous n’avons réellement commencé qu’en 2021.» Selon elle, la partie germanophone du pays dispose également d’une longueur d’avance sur certaines thématiques écologiques. «En Suisse romande, j’ai d’abord été connue comme militante antispéciste aux méthodes confrontantes», reconnaît-elle enfin. Une image qui, selon elle, a pu constituer un frein au dialogue avec le monde agricole.

50G